



Extract of UNSA Fonction publique

<http://www.unsa-fp.org/?Les-ambitions-de-l-UNSA-Fonction-publique-pour-une-action-sociale-de-qualite>

CIAS : Ambitions de l'UNSA pour une action sociale de qualité

- Action sociale -



Publication date: vendredi 4 novembre 2016

Copyright © UNSA Fonction publique - Tous droits réservés

Les ambitions de l'UNSA-Fonction publique pour une action sociale de qualité

Le CIAS s'est réuni le 3 novembre 2016. Parmi les points à l'ordre du jour : les prévisions d'exécution pour l'exercice 2016 et la présentation du projet de loi de finances pour 2017. A l'occasion de cette instance, l'UNSA-Fonction publique a présenté ses propositions.

L'UNSA-Fonction publique exige des mesures d'urgence pour 2016 d'autant que la gestion prévisionnelle 2016 de l'action sociale interministérielle fait apparaître une importante sous-consommation budgétaire.

En amont du CIAS, l'UNSA-Fonction publique avait notamment proposé d'augmenter le nombre de places en crèches. Certaines Sections régionales interministérielles d'action sociale (SRIAS) vont d'ores et déjà bénéficier de places en crèches supplémentaires. Pour autant, nous regrettons que toutes les SRIAS ne puissent voir leurs demandes satisfaites dès 2016.

L'UNSA-Fonction publique revendique, dès 2017, le développement d'une action sociale interministérielle de qualité.

L'UNSA-Fonction publique propose la mise en oeuvre d'une véritable politique familiale, participant à l'égalité femmes/hommes, plus particulièrement en développant le parc de places en crèche pour atteindre enfin le seuil des 4 000 berceaux.

Le PLF 2017 présenté affiche une stabilité par rapport à celui de 2016. L'UNSA-Fonction publique constate qu'il ne répond pas aux besoins des personnels et renouvelle avec détermination sa demande d'un budget de l'action sociale interministérielle renforcé.

L'UNSA-Fonction publique rappelle qu'il est indispensable de réviser les prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune, comme par exemple :

- les prestations relatives aux chèques-vacances, au CESU et à l'AIP, dont la revalorisation permettrait d'en donner l'accès à un plus grand nombre d'agents ;
- le barème de la prestation repas, qui n'a pas évolué depuis 20 ans.

L'UNSA-Fonction Publique propose une politique ambitieuse en matière de logement.

L'UNSA-Fonction publique porte la demande d'un état des lieux complet sur le nombre de logements sociaux interministériels. La gestion du parc de logements sociaux des agents publics de l'État doit être globale, transparente et optimisée.

De plus, afin de répondre à des demandes spécifiques, l'offre de logements temporaires doit, également être développée.

L'UNSA-Fonction publique demande la mise en place de mesures organisationnelles permettant le bon fonctionnement de l'action sociale interministérielle sur le territoire.

Pendant la période transitoire 2017-2018, l'UNSA-Fonction publique demande qu'un comité de suivi accompagne la

nouvelle réorganisation territoriale des SRIAS, afin de définir les rôles et compétences de chacun des acteurs de l'action sociale interministérielle.